CANDIDATS AU PARLEMENT EUROPEEN ,
QUE FEREZ-VOUS POUR L'EUROPE DE DEMAIN?

Vos réponses à ce questionnaire, élaboré

par Attac Toulouse, intéressent les citoyens

INSTITUTIONS EUROPEENNES ET DEMOCRATIE

Alors que le préambule du Traité sur l'Union Européenne réaffirme avec force l'attachement aux principes de démocratie, de respect des Droits de l'Homme et de l'Etat de droit, l'avenir de l'Europe est décidé par des institutions et des procédures opaques, allant jusqu'à contourner délibérément l'expression démocratique des peuples souverains. Cette opacité de décisions le plus souvent imposées, par des instances européennes non élues (Commission européenne, Conseil européen, Conseil des Ministres, Cour de Justice, BCE), où le pouvoir d'influence des lobbies remplace la souveraineté populaire, constitue un déficit démocratique majeur; ce déficit est encore aggravé par la confusion des pouvoirs, dû à l'absence de séparation claire entre pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.
Le Parlement Européen, pourtant seule instance issue du suffrage universel, n'a pas le droit d'initiative législative, et voit son champ de compétences limité. Et le traité de Lisbonne continuerait à le tenir à l'écart de domaines tels que : politique étrangère et de sécurité, politique monétaire, contrôle du mouvement des capitaux, droits de douane, impôt, et politique sociale en grande partie.
Enfin, la construction d'un espace public européen démocratique n'est pas facilitée par l'élection des Députés européens à partir des listes de partis nationaux, ce que permettrait le vote pour des listes transnationales présentant des programmes et des candidats de partis européens des divers pays de l'UE.

Q 1 - Quelle est votre position à propos de l'obligation faite au peuple irlandais de voter une seconde fois un texte qu'il a pourtant rejeté démocratiquement en 2008 ?

Q 2 - Comment comptez-vous agir pour donner au Parlement Européen le rôle central d'initiative législative, élargir ses attributions, et notamment lui donner le pouvoir de choisir, nommer et révoquer les membres et le Président de la Commission européenne ?

VALEURS EUROPEENNES ET DROIT DE L'UE

CONCURRENCE ET DROITS SOCIAUX La construction européenne s'est fondée de traité en traité sur les principes du « ***marché libre*** » et de la « ***concurrence libre et non faussée*** » entre les systèmes sociaux et fiscaux des Etats membres, avec pour résultat : la priorité sans entrave pour le droit des affaires et des capitaux, la limitation toujours plus grande des droits sociaux, et une concurrence entre Etats membres nivelant les salaires par le bas, pression encore aggravée dans le contexte de la crise actuelle.

Q 3 - Etes-vous prêt à agir pour que la satisfaction des besoins fondamentaux (logement, emploi, garantie d'un revenu décent) devienne un droit fondamental de l'UE, primant sur tout autre droit, y compris celui de la concurrence ?

Q 4 - Etes-vous prêt à agir pour instaurer une harmonisation sociale et fiscale vers le haut, condition pour que l'UE joue pleinement son rôle fédérateur et de solidarité ?

SERVICES PUBLICS EN DANGER Les politiques de l'UE en matière sociale visent au démantèlement des services publics, par la restriction budgétaire et la libéralisation, livrant des pans entiers de notre économie aux actionnaires : hier énergie et chemin de fer, aujourd'hui services postaux, santé, demain l'éducation... Que ce soit en matière d'emploi ou de satisfaction des besoins fondamentaux, une politique d'investissement dans le secteur public est pourtant une modalité de redistribution des richesses.

CANDIDATS AU PARLEMENT EUROPEEN , QUE FEREZ-VOUS POUR L'EUROPE DE DEMAIN?

Q5 - Etes-vous prêt à agir pour demander l'adoption d'une directive incluant les services publics dans le droit européen, définissant leurs missions, leur objet, et garantissant les moyens de leurdéveloppement ? A exiger que ceux-ci soient soustraits du droit de la concurrence et couvrent l'ensemble des besoins fondamentaux ?

DROIT DU TRAVAIL ET HARMONISATION Les textes européens instaurent la primauté du droit de la concurrence et garantissent la liberté d'installation des entreprises ainsi que la liberté de prestation des services. De plus, l'imprécision des textes relatifs au domaine du droit du travail permet à la Cour de Justice des Communautés européennes de créer du droit en ne se fondant que sur ces seuls principes, abrogeant ainsi les conquêtes historiques concernant la protection des salariés des pays les plus avancés en ce domaine.

Q6 - Etes-vous prêt à agir pour développer des politiques fixant des critères de convergence sociale, notamment sur les salaires, les minima sociaux, le temps de travail et la protection sociale, et incluant une clause imposant le non recul des droits existants ?

L'EUROPE ET LA SOLIDARITE

La chute du mur de Berlin et le démantèlement de l'URSS, ont soumis les pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) et les Balkans à la domination exercée par les institutions de la mondialisation dont celle de l'Union Européenne . Les critères de la transition vers des économies de marché ont été préalables à l'adhésion à l'UE. Ils ont signifié une dégradation considérable que cherchent à occulter les discours mensongers sur les succès de la transition, mais dont témoignent la montée des votes xénophobes ou celle des abstentions aux élections pluralistes. Pourtant, vue des PECO, l'adhésion à l'UE est perçue comme un moindre mal, seul moyen de résister à l'encombrant grand frère russe et d'éviter l'enkystement en position périphérique de l'Occident supposé opulent.

Q7 - Etes vous prêt à défendre par vos actions au PE un développement solidaire des PECO qui ne les cantonne pas au rôle de paradis du dumping social comme s'y ingénie l'UE et qui les place enfin au niveau de partenaires respectés à la hauteur de l'apport historique et socio-culturel de ces pays à notre histoire commune ?

BUDGET DE L'U.E. ET HARMONISATION Alors que les critères de convergence imposés par l'Europe volent en éclat sous l'impact de la crise économique, il est nécessaire de mettre en place une convergence sociale et environnementale, pour permettre à l'UE de devenir un espace de justice et de progrès pour tous.

Q8 - Etes-vous prêt à agir pour doter l'UE d'un budget à la hauteur de la lutte contre la pauvreté, ainsi qu'à augmenter substantiellement les fonds structurels, à la fois pour réduire les différentiels économiques pénalisant les Etats membres les plus récents, mais aussi pour financer des mesures de convergence sociale et environnementale s'appuyant sur les droits existants les plus avantageux ?

POLITIQUE A L'EGARD DES PAYS DU SUD Les accords économiques entre l'UE et les pays du Sud sont déséquilibrés, ils favorisent toujours l'UE, dont la plupart des Etats membres sont redevables du pillage colonial des richesses. Aujourd'hui, ces pays du Sud croûlent sous le poids d'une « dette » impossible à rembourser, et leurs richesses sont toujours captées par les multinationales ; de plus, les réajustements structurels exigés par le FMI, puis les Accords de Partenariat Economique imposés par l'UE, appauvrissent encore plus leurs économies.

CANDIDATS AU PARLEMENT EUROPEEN , QUE FEREZ-VOUS POUR L'EUROPE DE DEMAIN?

Q 9 - Etes-vous prêt à agir au sein du Parlement Européen pour réclamer la remise en cause des Accords de Partenariat Economique (APE) et l'annulation de la dette et de ses intérêts?

Q 10 - Etes-vous prêt à agir au sein du Parlement Européen pour défendre le principe de souveraineté alimentaire, et que l'UE cesse de subventionner les exportations alimentaires, destructrices des agricultures des pays pauvres ? Agir également pour des accords de coopération basés sur la solidarité, la satisfaction des besoins sociaux et environnementaux, et pour cela porter l'aide au développement à au moins 0,7% du PIB européen, conformément aux engagements pris aux Nations Unies ?

POLITIQUE MIGRATOIRE En dépit d'une proportion d'immigrés stable depuis 30 ans, l'UE brandit le fantasme de l'invasion pour justifier la mise en place d'une politique migratoire choisie et triée en fonction des intétêts des entreprises, réduisant les droits des étrangers en matière de droit d'asile, droit à la vie familiale, au travail, aux soins, aux études..., tout en pillant les cerveaux du Sud. Cette politique de l'Europe forteresse se traduit par une chasse à l'homme organisée et une criminalisation de la migration aboutissant à des dispositions d'enfermement et d'expulsions, y compris des enfants, en violation avec la Déclaration des Droits de l'Homme, et contribuera à terme à l'appauvrissement culturel de l'Europe.

Q 11 - Etes-vous prêt à agir pour exiger une politique migratoire respectueuse des droits de l'Homme et conforme aux conventions internationales, respectant la liberté de circulation des personnes, et pour cela exiger l'abrogation de la « *Directive retour* » et du « *Pacte sur l'immigration et l'asile* » ?

L'EUROPE DANS LA CRISE

POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIÈRE La crise financière actuelle est la conséquence directe de la politique libérale de dérèglementation générale effectuée depuis 30 ans, et le Traité de Lisbonne institue notamment, dans son article 56 (modifié 63) ***la liberté absolue de circulation des capitaux*** - avec pour conséquence l'impossibilité de contrôler les flux financiers venant ou en direction des paradis fiscaux du monde entier.

Q 12 - Etes-vous prêt à agir pour l'abrogation de l'article 56 du Traité de Lisbonne, condition préalable indispensable à la mise en place d'une nouvelle régulation de la finance internationale, et à agir pour faire cesser tout transfert de capitaux de l'UE à travers les paradis fiscaux ?

Q 13 - Etes-vous prêt à proposer ou soutenir toute mesure visant à ne plus permettre à certains Etats membres de l'UE d'être des paradis fiscaux et judiciaires, comme par exemple Chypre, Malte, le Royaume Uni et d'autres...

POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIÈRE Une des règles essentielles de l'UE concerne la BCE : celle qui lui interdit de prêter aux Etats membres (et à l'UE), et les Etats n'ont d'autre choix que d'emprunter avec intérêts sur les marchés financiers. Dans le cadre actuel de plans de relance chiffrés en dizaines de milliards, cette règle aggrave la crise pour ces Etats, entraînant de fait la destruction des emplois publics, et l'impossibilité à satisfaire les besoins sociaux.

Q 14 - Etes-vous prêt à réclamer une réforme de la BCE visant à un contrôle démocratique de ses attributions et de ses missions ?

CANDIDATS AU PARLEMENT EUROPEEN ,
QUE FEREZ-VOUS POUR L'EUROPE DE DEMAIN?

Q 15 - Etes-vous prêt à supprimer l'interdiction du financement monétaire des dépenses publiques par la BCE ?

CONTRÔLE DE LA FINANCE L'UE montre chaque jour son impuissance et sa division sur les mesures à prendre pour que la crise actuelle ne puisse se reproduire, laissant ainsi les conditions de vie de ses peuples soumises aux exigences de rentabilité financière des actionnaires et spéculateurs ; quelques exigences élémentaires doivent être satisfaites pour la refondation de la finance, et d'une économie internationale qui permettrait un plus juste partage des richesses.

Q 16 - Etes-vous prêt à agir pour demander la création d'une taxe sur toutes les transactions financières, et la création d'un pôle financier public couvrant l'ensemble du secteur bancaire, soumis au contrôle démocratique ?

Q 17 - Etes-vous prêt à agir pour l'interdiction des fonds spéculatifs, des stocks option, de la titrisation des dettes, et pour l'adoption de directives européennes sur la régulation des fonds d'investissement et l'encadrement du crédit?

L'EUROPE ET LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Dans les négociations de l'OMC et la mise en place des APE, l'Europe a farouchement défendu le principe néo-libéral de l'accroissement infini du productivisme et des échanges commerciaux, avec pour conséquences : l'épuisement des ressources en matières premières, la pollution généralisée de l'air, de l'eau, des terres cultivables... ainsi que le dérèglement climatique menaçant des pans entiers de la vie sur terre.
De plus, les apprentis sorciers prétendant résoudre la question de la faim dans le monde à l'aide de manipulations génétiques ou celle de l'énergie par les agrocarburants, ne recherchent en fait qu'à générer des bénéfices colossaux, des profits privés et confisquant les ressources de populations entières, ce qu'illustre particulièrement la législation sur la brevetabilité du vivant.

Q 18 - Etes-vous prêt à oeuvrer au sein de l'UE pour une harmonisation systématique des règles prudentielles entre tous les Etats membres, calée sur les lois les plus favorables au respect de l'environnement, et l'application du principe de précaution, dans tous les domaines et par la preuve de l'innocuité ?

Q 19 - Etes-vous prêt à oeuvrer pour que l'UE soit à la pointe du combat pour la reconnaissance et la préservation des biens communs de l'humanité (air, eau, énergie, ressources..)?

Vos réponses intéressent attac
Vos réponses intéresseront les citoyens
Merci d'avoir pris de votre temps pour le faire

Vous pouvez les adresser à attac Toulouse
par courriel à l'adresse : europe@listes.attac-toulouse.org
par courrier à l'adresse : CASC, 10bis rue du Colonel Driant, 31400 Toulouse